

Présentation

Michel Born *

* Université de Liège

Le thème est évidemment d'actualité car l'avenir de la démocratie repose toujours sur la participation des jeunes qui sont, par définition, appelés à en être les acteurs de demain.

Tout le monde semble s'entendre pour reconnaître que la participation politique est en déclin et que les jeunes montrent peu d'enthousiasme, non seulement à l'idée d'aller voter, mais aussi à prendre une part active dans les partis politiques. Mais au-delà de cet apparent consensus on peut se demander, d'une part, si le constat est aussi clair pour tous les pays d'Europe ou tous les groupes sociaux constituant « la jeunesse » et, d'autre part, quels sont les obstacles à un intérêt et une participation à la vie politique. Une recherche européenne, PIDOP (1) (Processes Influencing Democratic Ownership and Participation), fournit une occasion unique d'explorer les mécanismes, les obstacles et les facilitateurs de la participation civique et politique des jeunes.

Tenant compte des diversités des contextes sociaux et politiques, les articles de ce numéro viseront à montrer les particularités mais aussi les similitudes entre les jeunes des divers pays, selon qu'ils sont membres de la population majoritaire ou qu'ils appartiennent à des groupes minoritaires ou issus de l'immigration. Cette façon de procéder apporte un éclairage particulier et innovateur en n'évitant pas la reconnaissance de groupes sociaux mais en mettant en lumière leur extrême diversité lorsqu'on sort de la vision étriquée de son pays ou sa région et qu'on se place à l'échelle européenne.

Puisque les différences ethniques et culturelles sont envisagées, il nous a paru opportun, en raison de l'importance qu'a prise la préoc-

cupation relative à la radicalisation violente, de profiter de l'éclairage donné par l'ensemble des autres articles pour compléter le regard, par l'apport de deux articles, non issus du PIDOP, portant sur cette question.

Le projet PIDOP a examiné les facteurs qui influencent la participation politique et civique des jeunes dans 7 pays : l'Angleterre (et l'Irlande du Nord), l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, la Suède, la Tchéquie et la Turquie. Cette étude, menée sur le terrain entre 2009 et 2012, a examiné comment des facteurs démographiques, sociaux et psychologiques, sont en corrélation et interagissent pour expliquer la participation des jeunes. En particulier, ce sont les jeunes femmes, les minorités ethniques et migrantes qui ont été examinées comme groupes spécifiques traditionnellement vus comme étant en danger de déengagement politique et civique.

Pour la Belgique, pas moins de 1228 jeunes ont répondu à un questionnaire très détaillé, et 12 focus groupes, rassemblant 6 à 8 participants âgés de 16 à 18 ou 20 à 26 ans. Au total, 97 jeunes issus de la population autochtone et d'origine marocaine ou turque ont été trouvés grâce au web, aux réseaux ou associations.

Dans les autres pays, les stratégies de recherche et d'échantillonnage étaient les mêmes, avec des choix de minorités ethniques (ou issues de l'immigration) spécifiques à chaque pays. Ainsi les minorités étaient : en République tchèque, les Ukrainiens et les Roms, en Angleterre, les Congolais et les Bengalis, en Allemagne, les Russes et les Turcs, en Italie, les Albanais et les Marocains, en Irlande du Nord, les Chinois et les Polonais, au Portugal, les Brésiliens et les Angolais, en Suède, les Kurdes et les Irakiens et en Turquie, les Roms et les Bulgares.

Un tel énoncé de ces groupes, dits minoritaires, illustre la complexité de la simple compréhension de ce qu'est un groupe minoritaire, un groupe ethnique ou un groupe issu de l'immigration dans les contextes législatifs et sociaux des différents pays d'Europe (plus la Turquie), et d'après la langue utilisée, le français ou l'anglais, voire l'italien ou le turc, dans un tel projet de recherche.

Au total, 8197 jeunes ont répondu au questionnaire et 740 ont participé à des focus groupes. Tous les résultats de la recherche ont fait l'objet de nombreuses publications dans des revues et viennent

d'être publiés dans un ouvrage coordonné par Martyn Barrett et Bruna Zani, (2015) « *Political and civic engagement* » paru chez Routledge, London & New York.

La publication dans ce numéro de la revue « Les Politiques Sociales » se veut une occasion unique de donner un aperçu accessible de cette vaste et importante recherche à un public intéressé et concerné, pour qui l'anglais n'est pas la tasse de thé. Par la compréhension des facteurs qui influencent la participation des jeunes, nous voudrions partager un ensemble de recommandations détaillées dont les acteurs politiques de nos pays ou régions francophones pourraient tirer parti. Nous osons espérer qu'ils y trouveront la motivation et les moyens pratiques susceptibles d'améliorer les niveaux de participation politique et civique des jeunes, tant dans la population majoritaire que dans les minorités.

Sans vouloir transformer cette introduction en conclusion (chaque article va apporter des éléments d'explicitation et des exemples détaillés), parmi les résultats les plus intéressants de cette énorme recherche, on peut déjà dire, que chez les jeunes, des formes non-conventionnelles de participation tendent à remplacer les formes démocratiques classiques que sont les votes lors des élections. Même si un désengagement au niveau de l'intention de voter et une large méfiance dans les institutions politiques se confirment dans beaucoup de pays, on observe un changement dans la participation qui se traduit davantage dans des formes civiques et alternatives de participation. Les questions qui, par le passé, pourraient avoir mobilisé des individus lors des élections, sont maintenant souvent abordées par des activités volontaires, communautaires ou caritatives, par l'activisme grand public, des manifestations, pétitions ou protestations sous diverses formes. Ainsi les exemples entendus dans les focus groupes de tous les pays sont légion et sont confirmés par les statistiques issues des enquêtes à large échelle :

Elle a dit : « Ouais faut aller avertir la direction, etc. ». Et en plus c'est pas légal pour des élèves de faire grève, sinon c'est comme s'ils étaient pas aux cours, ils étaient absents aux cours et ils devaient être sanctionnés. Enfin on a quand même dit au directeur et il s'en foutait un peu, il a dit « Ouais si vous faites grève, vous allez voir et tout, vous aurez des trucs ou quoi... ». Puis j'ai deux trois copains ils ont fait tour-

ner par des messages et tout. Ça a été loin ! Et le lendemain, on était quasi toute l'école à faire grève !

Animateur : Et ça a fonctionné ?

X : Oui ça a fonctionné... je ne m'attendais pas à ça !

Animateur : Et est-ce que vous avez eu ce que vous vouliez ?

X : Ouais, on a quand même réussi à avoir, même si c'était pas légal, on a réussi à avoir ce qu'on voulait !"

Cet extrait illustre à la fois le recours à des formes alternatives de participation, et toute l'importance du sentiment d'une efficacité potentielle de l'action, sujets qui seront traités dans plusieurs articles de ce numéro.

Certains jeunes considèrent même que ne pas voter est une réelle expression d'une opinion. Ce constat porte en lui des espoirs, mais n'en est pas moins préoccupant et doit certainement interpeller tous les acteurs de la vie politique dans tous les pays y compris ceux de la francophonie qui comme la France, la Suisse ou le Canada, n'étaient pas partie prenante du projet de recherche, mais pour lesquels il n'y a aucune raison de penser que les résultats obtenus ne leur soient pas applicables.

Dans les différents pays, nous avons examiné divers modèles explicatifs de la participation politique et civique en rapport avec une gamme très vaste de facteurs. Ceux-ci incluent le niveau macro-social des facteurs contextuels (par exemple, la longévité historique de démocratie dans un pays, la structure d'institutions politiques, les règles et la conception du système électoral), des facteurs démographiques (par exemple, le genre, l'âge, l'appartenance ethnique), des facteurs sociaux (par exemple, des caractéristiques familiales, l'éducation, des pratiques de lieu de travail, l'adhésion à des associations) et des facteurs psychologiques (par exemple, les niveaux de confiance, des croyances de la bonne citoyenneté, les perceptions d'injustice).

Tant le rapport général publié par l'UE (PIDOP, Final Report), que l'ouvrage collectif de Barrett et Zani, mentionné ci-dessus, ou les rapports de chaque équipe de recherche, détaillent la façon dont ces facteurs macro-sociaux, démographiques, contextuels, familiaux et psychologiques interagissent et impactent sur les dispositions individuelles des jeunes à participer ou non. Ces rapports, livres et articles éclairent en détail la participation politique des jeunes, avec une

attention particulière pour les filles, les jeunes de minorités ethniques et issus de l'immigration (groupes spécifiques traditionnellement vus comme étant en danger de dégageant politique et civique) et s'efforcent, en se basant sur la compréhension des facteurs examinés, de développer un ensemble de recommandations aux acteurs politiques pour améliorer les niveaux de participation politique et civique de la jeunesse en général et de ces groupes minoritaires en particulier. Nous renvoyons le lecteur à ces ouvrages, car nous nous contenterons dans ces articles de donner un échantillon de ces apports au gré des choix des chercheurs des divers pays m'ayant fait l'amitié d'apporter leur contribution.

Malgré de notables différences entre les contextes des différents pays, et des variations quant aux pourcentages des jeunes ayant diverses attitudes et comportements par rapport à la politique, la recherche PIDOP a mis en évidence des constantes qui valent la peine d'être soigneusement examinées par les responsables politiques.

Par exemple, le projet PIDOP a révélé que beaucoup d'obstacles gênent la participation civique et politique de femmes. La jeunesse féminine perçoit fréquemment qu'elle est victime de préjugés à l'encontre des femmes et en faveur des hommes, tant sur le lieu de travail que dans la sphère politique. De plus, dans quelques pays et parmi quelques groupes ethniques, nous avons constaté que la participation des jeunes femmes était notablement entravée par le besoin d'avoir très tôt un emploi rémunéré, par un abandon scolaire et/ou par un mariage précoce.

Autre exemple : la recherche a révélé que les jeunes estiment souvent qu'ils ne sont pas pris au sérieux par les politiciens et les adultes en général. Ce manque de réactivité réduit leur croyance en leur propre capacité d'avoir de l'influence politiquement ou civiquement, et est éprouvé comme un obstacle significatif pour s'engager davantage sur le terrain politique. Les jeunes aussi estiment fréquemment que les politiciens font peu ou pas de tentative de communiquer avec eux. « Y a pas d'impact, donc, du coup, les gens n'ont peut-être plus envie de s'investir, et donc, du coup, en voyant qu'il n'y a pas d'impact, ils se désintéressent ».

La recherche met clairement en évidence que les jeunes des minorités sont légèrement moins participatifs, mais pas dans les proportions attendues ni d'une manière généralisable à tous les groupes

minoritaires car, dans certains pays, il y en a même qui sont plus participatifs que les jeunes de la majorité. L'explication principale semble bien résider dans les caractéristiques des contextes nationaux et de la situation spécifique de ces groupes dans ces contextes. Il est donc essentiel que les acteurs politiques de chaque pays regardent bien les spécificités de chaque groupe minoritaire et ne les traitent pas de manière uniforme. Les politiques doivent être plus conscients de la diversité des groupes ethniques ou issus de l'immigration pour mener des politiques diversifiées tenant compte des paramètres en interaction, le genre, l'âge et la situation sociale.

Au-delà du constat que les jeunes rapportent relativement peu d'expériences de participation politique, il apparaît qu'elles étaient souvent perçues comme négatives et de faible qualité. Ceci est inquiétant dans la mesure où nous avons aussi découvert, et c'est, à mes yeux, un des résultats majeurs de la recherche, que la qualité de participation est un prédicteur très significatif pour beaucoup de types de participation civique et politique.

Un autre résultat important a été de constater que, dans tous les pays et tous les groupes, les jeunes ont un intérêt prononcé pour des questions qui se posent à un niveau local plutôt que national, ce niveau incluant les questions de nuisances environnementales, des déchets, des graffitis, des désagréments de transport, de la disponibilité de locaux, etc. Et lorsqu'ils dépassent le niveau de proximité et de vie quotidienne, ils vont se préoccuper de questions environnementales, humanitaires et de droits de l'homme au niveau international ou mondial. On ne peut qu'insister sur la nécessité d'exploiter (au sens noble du terme) ces intérêts locaux ou globaux dans les écoles et les organisations de jeunesse (grâce aussi à l'appui et la présence de femmes et d'hommes politiques) pour fournir à ces jeunes, tant de la majorité que des minorités, des expériences de participation de grande qualité, prédicteurs cruciaux d'engagements citoyens ultérieurs.

Nous espérons ainsi donner aux lecteurs de langue française un accès stimulant à des recherches qui ouvrent des pistes pour favoriser la participation civique et politique des jeunes, enjeu essentiel pour l'avenir de nos démocraties.

Note

- (1) De nombreux textes trouvent leur origine dans le projet européen PIDOP (Processes Influencing Democratic Ownership and Participation). Ce projet a été supporté par la Commission Européenne, 7th Framework Programme, FP7-SSH-2007-1, Grant Agreement no: 225282, pour University of Surrey (UK), University of Liège (Belgium), Masaryk University (Czech Republic), University of Jena (Germany), University of Bologna (Italy), University of Porto (Portugal), Örebro University (Sweden), Ankara University (Turkey), and Queen's University Belfast (UK).

Bibliographie

BARRET M., et ZANI B., 2015 « *Political and civic engagement* », London & New York, Routledge.